

Interview de Georges Berthoin: l'accord d'association entre la CECA et le Royaume-Uni (Paris, 22 juillet 2005)

Source: Interview de Georges Berthoin / GEORGES BERTHOIN, Étienne Deschamps, prise de vue : François Fabert.- Paris: CVCE [Prod.], 22.07.2005. CVCE, Sanem (Luxembourg). - VIDEO (00:07:49, Couleur, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/interview_de_georges_berthoin_l_accord_d_association_entre_la_ceca_et_le_royaume_uni_paris_22_juillet_2005-fr-a07d9e23-2439-49a5-94ec-6db9eod63e12.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

Interview de Georges Berthoin: l'accord d'association entre la CECA et le Royaume-Uni (Paris, 22 juillet 2005)

[Étienne Deschamps] Quels souvenirs conservez-vous des négociations, dans le courant de l'année 1954, de la mise en œuvre quelques mois plus tard, fin 1955, de l'accord d'association entre la CECA et le Royaume-Uni?

[Georges Berthoin] Alors, la question du Royaume-Uni a été dès le début – et elle le reste encore aujourd'hui – cruciale, parce que le Royaume-Uni, il ne faut pas oublier, c'était le centre du plus grand empire mondial de l'histoire de l'humanité, Londres gouvernait une grande partie de la planète. Londres où les Britanniques, si je puis dire, se considéraient comme les pères ou les grands-oncles des États-Unis d'Amérique, le Commonwealth était une force immense et les Britanniques se considéraient comme étant d'une catégorie très différente des pays du continent, dont ils disaient souvent: «C'est une association de pays qui ont été vaincus un jour ou l'autre pendant les dernières guerres». Et ils avaient leur conception de l'Europe et ils étaient très partagés. Le premier qui a utilisé le mot «États-Unis d'Europe» après la guerre a été Winston Churchill, mais il l'a utilisé avec deux petites réserves, en disant: «une sorte des États-Unis d'Europe», d'une part et d'autre part, il souhaitait que les États-Unis d'Europe soient créés avec, pour noyau central, une amitié entre la France et l'Allemagne et il ajoutait: «Cette entreprise devrait fonctionner avec l'appui des États-Unis d'Amérique, de l'Union soviétique et de l'Empire britannique», c'est-à-dire qu'il souhaitait que cela se fasse, mais qu'il restait à l'extérieur. Mais il y avait toujours cette ambiguïté, c'est que, à la fois, les Britanniques qui réfléchissaient aux conditions de l'histoire sentaient qu'il fallait qu'il y ait une certaine unité, mais il ne fallait pas que cette unité aille trop loin parce qu'ils avaient peur que se crée une espèce de bloc continental qu'ils pouvaient percevoir comme une menace potentielle. Donc, il y a eu cette division. Alors, lorsque le plan Schuman a été lancé, Monnet a proposé aux Britanniques d'en faire partie et ils ont refusé. Mais, en même temps, beaucoup de pays, notamment les Néerlandais, les Belges, les Luxembourgeois, les Français, cinq ans après la fin de la guerre, si vous voulez, n'étaient pas totalement à l'aise dans un système qui excluait la Grande-Bretagne – qui a été quand même le grand pays européen libérateur avec les Américains, mais enfin, le seul qui soit resté – et l'Allemagne, dont on ne savait pas très bien ce qu'elle pourrait devenir. On savait ce qu'elle avait été, mais on ne savait pas ce qu'elle allait devenir. Donc, les Britanniques pouvaient jouer sur cette ambiguïté qu'il y avait chez beaucoup d'entre nous, mais en même temps, ils se rendaient compte qu'il fallait quand même faire quelque chose. Donc, on a cherché une formule originale, d'où ce système de l'association et l'association – on l'a oublié depuis – avait pour but de dire aux Anglais: «Vous allez coopérer avec nous. Les décisions que nous prendrons seront discutées avec vous, mais les décisions que vous prendrez dans le domaine du charbon et de l'acier, vous les discuterez avec nous». D'où ce Conseil d'association. Et alors, on avait trouvé une formule invraisemblable, comme toujours en matière européenne, on élaborait des politiques parallèles et convergentes. Alors, je ne sais pas ce que donnent deux parallèles qui convergent, mais voilà. Donc, c'était l'idée. Ils faisaient partie du système sans en être, chacun gardait sa liberté, mais parce qu'on dialoguait, on se laissait influencer par les intérêts et les vues de l'un et de l'autre. C'est ça l'idée du Conseil d'association. Et alors, il y a eu une conséquence assez intéressante sur le traité d'association. Il a été négocié en français et en anglais, et le traité de Paris n'a qu'une langue originale, c'est le français. Et je me souviens très bien de la séance où le traité d'association a été présenté devant le Conseil des ministres de la CECA et monsieur Jean Rey était le ministre belge et Monnet a dit: «Bon alors, on a négocié. Je propose qu'il y ait deux langues authentiques, le français et l'anglais» et monsieur Jean Rey qui était on ne peut plus européen et fédéraliste a dit: «Non, je ne peux pas accepter. Parce qu'en Belgique il y a deux langues qui ont un statut équivalent: le néerlandais, enfin le flamand, et le français». Alors, Monnet a été très surpris, je me souviens de la séance, il a été très surpris. Jean Rey dit: «Je regrette, je ne peux pas.» Donc, il faudra flamand ou néerlandais. À ce moment-là, la délégation néerlandaise dit: «Et bien, dans ces conditions-là, alors, le néerlandais sera une langue authentique». Alors, les Allemands ont dit la même chose, les Italiens... Et c'est de là que date cette tour de Babel qu'est devenue l'Union européenne où toutes les langues ont un statut équivalent. Ça date du jour où Monnet a présenté le traité d'association à l'examen du Conseil des ministres. C'est une chose assez oubliée. Alors, monsieur Jean Rey après était navré parce qu'il a souffert, quand il était président de la Commission, de toutes ces langues, etc., mais c'était une exigence constitutionnelle belge qu'il a fallu respecter. Alors, le Conseil d'association a commencé à fonctionner dans de bonnes conditions parce que les représentants britanniques – il y avait une mission diplomatique, n'est-ce pas. La première mission diplomatique auprès de

la CECA était la mission américaine, dirigée par David Bruce. Et la deuxième, ça a été celle dirigée par les Britanniques, par Sir Cecil Weir et il avait deux adjoints: il avait madame, Mrs Ackroyd pour l'acier et Ezra, Derek Ezra, qui est devenu Lord Ezra et qui était président du National Coal Board après, pour le charbon. Et il se trouve que ces trois personnes-clés – il y avait un diplomate, Sir James Marjoribanks –, mais il se trouve que ces trois personnes-clés étaient personnellement convaincues de la valeur du plan Schuman comme contribution à l'unification de l'Europe et, si vous voulez, au-delà des instructions qu'ils recevaient, ils étaient personnellement favorables à ce que nous faisons. Donc, le fonctionnement a été assez facile et dans un climat très confiant. Et c'est pour mettre en œuvre ce Conseil d'association que les Britanniques ont accepté qu'une mission de nature diplomatique soit envoyée par la Haute Autorité à Londres. D'où le début de toute une activité diplomatique extérieure de la Communauté charbon-acier et ensuite, etc., voilà!